

Exit the Energy Charter Treaty by COP26

The Energy Charter Treaty constitutes an obstacle to the clean energy transition and must be ended. We, the undersigned civil society organizations, are calling on political leaders across all European countries to prioritise climate policies, to stick to their climate commitments, and therefore to initiate withdrawal from the Energy Charter Treaty (ECT) by COP26 at the latest.

European countries aim to be at the forefront of the climate fight, with strong climate commitments from the EU and the UK hosting COP26. Yet, they are part of a treaty that protects investments in fossil fuels and allows energy companies to sue states before corporate courts for taking necessary climate action. Strong scientific consensus tells us that continuing with fossil fuel exploitation is incompatible with good conditions of life on earth in only a few decades.

The ECT – ratified in 1994 in a very different context than the one we live in today – is locking-in billions of euros worth investments in oil, coal and gas: in Europe alone, the fossil infrastructure protected by the Treaty amounts to 344.6 billion euros – more than twice the EU annual budget. Affording protection to energy sources that need to be phased out is simply incompatible with the ambitions set in the European Green Deal and the Paris Agreement to limit global warming to 1.5°C.

The current “modernization process” of the Energy Charter Treaty – started in 2009 – is doomed to fail. Significant changes would be needed to ensure it no longer threatens the 1.5°C or even 2°C threshold, but those changes are unlikely to be agreed given that unanimity of all ECT members is required. In the best-case scenario, it will lead to another 10-20 years of protection of fossil fuels. In the worst case, negotiations will drag on for many years and then fail, leaving our climate at the mercy of fossil fuel giants. We cannot afford that, and need all public policies and investments to be coherent and clearly oriented towards a just energy transition.

The ECT discourages governments from taking bold decisions: any attempt to change public policies or public subsidies in the energy sector can lead to millions or even billions in claims that are paid with taxpayers money. Earlier this year the German coal company RWE sued the Dutch government for adopting a law for phasing out coal fired power plants by 2030 and claiming 1.4 billion € compensation. The same happened in other European countries: Italy was sued when the country banned a new offshore oil exploration permit, as well as Slovenia when requesting an environmental impact study to a company planning to start fracking, and Hungary when reducing electricity prices to fight energy poverty.

Governments cannot have their hands tied while facing the climate emergency. They need to be free to adopt measures to quickly transform our economy and break free from the grip of fossil industries and adapt to climate impacts. This cannot be done with the ECT straightjacket.

In November this year governments will meet in Glasgow to agree on further ambitious climate measures. The ECT is not compatible with that. A petition gathered over 1 million of citizens asking the EU to pull out from the ECT. Today, more than 400 environmental, climate, development, consumers, labour unions, youth organizations and activists, ask all

European governments and the EU to leave the ECT by COP26 and stop pushing its expansion to countries of the Global South.

Quittez le Traité sur la charte de l'énergie d'ici à la COP26

Le Traité sur la Charte de l'Énergie fait obstacle à la transition vers une énergie décarbonée. Il faut y mettre fin. Nos organisations de la société civile appellent les dirigeants politiques de tous les pays européens à donner la priorité aux politiques climatiques, à respecter leurs engagements en matière de climat, et donc à initier le retrait du Traité sur la Charte de l'énergie (TCE) d'ici la COP26 au plus tard.

Les pays européens entendent être à l'avant-garde de la lutte contre les dérèglements climatiques, avec d'importants engagements de la part de l'UE, et la présidence de la COP26 portée par le Royaume-Uni. Pourtant, ces pays font partie d'un traité qui protège les investissements dans les combustibles fossiles et qui permet aux entreprises de ce secteur d'attaquer les États devant des tribunaux privés pour avoir pris les mesures nécessaires en matière de climat. Pourtant, les scientifiques nous disent que la poursuite de l'exploitation des énergies fossiles est incompatible avec le maintien de bonnes conditions de vie sur terre dans quelques décennies seulement.

Le TCE – ratifié en 1994 dans un contexte très différent de celui dans lequel nous vivons aujourd'hui – verrouille des milliards d'euros d'investissements dans le pétrole, le charbon et le gaz : rien qu'en Europe, l'infrastructure fossile protégée par le traité représente 344,6 milliards d'euros, soit plus de deux fois le budget annuel de l'UE. Accorder une protection à des sources d'énergie qui doivent être progressivement éliminées est tout simplement incompatible avec les ambitions fixées dans le cadre du "Green Deal" européen et de l'accord de Paris visant à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C.

L'actuel "processus de modernisation" du Traité sur la Charte de l'Énergie, lancé en 2009, est voué à l'échec. D'importants changements seraient nécessaires pour que celui-ci ne constitue plus une menace pour tenir l'objectif de ne pas dépasser les +1,5°C voire même les +2°C. Mais il est peu probable que ces changements soient acceptés étant donné que l'unanimité de tous les membres du TCE est requise. Dans le meilleur des cas, cela conduira à une protection supplémentaire des énergies fossiles pendant 10 à 20 ans. Dans le pire des cas, les négociations s'éterniseront de nombreuses années avant d'échouer, laissant notre climat à la merci des géants des énergies fossiles. Nous ne pouvons pas nous permettre cela, et nous avons besoin que l'ensemble des politiques et investissements publics soient cohérents et clairement orientés vers une transition énergétique juste.

Le TCE décourage la prise de décisions audacieuses par les gouvernements : toute tentative de transformation des politiques publiques ou de réorientation des subventions publiques dans le secteur de l'énergie peut entraîner des millions, voire des milliards d'euros de réclamations payées avec l'argent des contribuables. Au début de l'année, la compagnie de charbon allemande RWE a poursuivi le gouvernement néerlandais pour avoir adopté une loi prévoyant la suppression progressive des centrales électriques au charbon d'ici à 2030 et a réclamé une indemnisation de 1,4 milliard d'euros. La même chose s'est produite dans d'autres pays européens : l'Italie a été poursuivie lorsque le pays a refusé un nouveau permis d'exploration pétrolière en mer, tout comme la Slovénie lorsqu'elle a demandé une étude d'impact sur l'environnement à une entreprise prévoyant de se lancer dans la fracturation hydraulique pour le gaz, et la Hongrie lorsqu'elle a réduit les prix de l'électricité dans le but de lutter contre la précarité énergétique.

Les gouvernements ne peuvent avoir les mains liées face à l'urgence climatique. Ils doivent être libres d'adopter des mesures pour transformer rapidement notre économie, se libérer de l'emprise des industries fossiles et s'adapter aux impacts climatiques. Cela ne peut pas se faire au sein du carcan du TCE.

En novembre de cette année, les gouvernements doivent se réunir à Glasgow lors de la COP26 pour convenir de nouvelles mesures climatiques ambitieuses. Le TCE n'est pas compatible avec cela. Plus tôt cette année, une pétition rassemblant plus d'un million de citoyens a demandé à l'UE de se retirer du TCE. Aujourd'hui, plus de 400 organisations environnementales, climatiques, de développement, de protection des consommateurs, des syndicats, des représentants de la jeunesse, demandent à tous les gouvernements européens et à l'UE de quitter le TCE d'ici la COP26 et d'en arrêter l'expansion vers les pays du Sud.

Ausstieg aus dem Energiecharta-Vertrag bis zur COP26

Der Energiecharta-Vertrag ist ein Hindernis für eine saubere Energiewende und muss beendet werden. Wir, die unterzeichnenden zivilgesellschaftlichen Organisationen, fordern die politisch Verantwortlichen aller europäischen Länder auf, der Klimapolitik Priorität einzuräumen, sich an ihre Klimaziele zu halten und daher den Austritt aus dem Energiechartavertrag (Energy Charter Treaty – ECT) spätestens zur COP26 einzuleiten.

Die europäischen Länder beanspruchen im Kampf gegen den Klimawandel an vorderster Stelle zu stehen. Trotzdem sind sie Teil eines Abkommens, das Investitionen in fossile Brennstoffe schützt und es Energiekonzernen erlaubt, Staaten vor Schiedsgerichten zu verklagen, wenn diese notwendige Klimaschutzmaßnahmen ergreifen. Der wissenschaftliche Konsens ist klar: Die Verbrennung fossiler Brennstoffe wird in nur wenigen Jahrzehnten nicht mehr mit angemessenen Lebensbedingungen auf der Erde vereinbar sein.

Der ECT – 1994 in einem völlig anderen Kontext als unserem heutigen ratifiziert – schützt Investitionen in Öl, Kohle und Gas in Milliardenhöhe: Allein in Europa beläuft sich die durch den Vertrag abgedeckte fossile Infrastruktur auf 344,6 Milliarden Euro – mehr als das Doppelte des jährlichen EU-Haushalts. Der Schutz von Energiequellen, die wir Stilllegen müssen, ist schlicht unvereinbar mit den Ambitionen des europäischen Green Deals und dem Ziel des Pariser Abkommens die Erderwärmung auf 1,5°C zu begrenzen.

Der aktuelle “Modernisierungsprozess” des Energiecharta-Vertrags, der 2009 begonnen wurde, ist zum Scheitern verurteilt. Grundsätzliche Änderungen wären nötig, um sicherzustellen, dass der Vertrag nicht länger die 1,5°C- oder sogar 2°C-Grenze bedroht. Doch es ist unwahrscheinlich, dass die notwendigen Änderungen vereinbart werden, da dafür die Einstimmigkeit aller ECT-Mitglieder notwendig ist. Selbst im besten Fall würden fossile Brennstoffe 10-20 Jahren geschützt. Im schlimmsten Fall werden sich die Verhandlungen über viele Jahre hinziehen und dann scheitern, sodass unser Klima in den Händen der fossilen Konzerne liegt. Das können wir uns nicht leisten. Alle öffentlichen Maßnahmen und Investitionen müssen kohärent und klar auf eine gerechte Energiewende ausgerichtet sein.

Der ECT hält Regierungen davon ab, mutige Entscheidungen zu treffen: Jeder Versuch, die öffentliche Politik oder Subventionen im Energiesektor zu ändern, kann zu Millionen- oder sogar Milliardenforderungen führen, die mit öffentlichen Geldern bezahlt werden. Anfang dieses Jahres verklagte der deutsche Kohlekonzern RWE die niederländische Regierung wegen der Verabschiedung eines Gesetzes zum Ausstieg aus der Kohleverstromung bis 2030 und fordert 1,4 Milliarden € Schadenersatz. Ähnliches passiert auch in anderen europäischen Ländern: Italien wurde verklagt, als das Land eine neue Genehmigung zur Offshore-Ölförderung untersagte, ebenso Slowenien, als es von einem Fracking-Unternehmen eine Umweltverträglichkeitsstudie verlangte, und Ungarn, als es die Strompreise zur Bekämpfung der Energiearmut senkte.

Regierungen dürfen angesichts des Klimanotstands nicht die Hände gebunden sein. Sie müssen die Möglichkeit haben, Maßnahmen zu ergreifen, um unsere Wirtschaft schnell zu transformieren, sich aus dem Griff der fossilen Industrien zu befreien und Anpassungen an die Auswirkungen des Klimawandels vorzunehmen. Das funktioniert nicht mit der Zwangsjacke ECT.

Diesen November werden sich Staaten in Glasgow treffen, um sich auf weitere ehrgeizige Klimamaßnahmen zu einigen. Der ECT ist damit nicht vereinbar. Über 1 Million Bürger*innen fordern die EU in einer Petition auf, aus dem ECT auszusteigen. Heute fordern mehr als 400 Umwelt-, Klima-, Entwicklungs-, Verbraucher-, Gewerkschafts-, Jugendorganisationen und Aktivisten alle europäischen Regierungen und die EU auf, den ECT bis zur COP26 zu verlassen und damit aufhört die Expansion auf Länder des globalen Südens voranzutreiben.

Sair do Tratado da Carta da Energia até à COP26!

O Tratado da Carta da Energia é um obstáculo à transição energética. É necessário pôr-lhe fim. Nós, as organizações da sociedade civil abaixo assinadas, apelamos aos dirigentes políticos de todos os países europeus para que deem prioridade às políticas climáticas, cumpram os seus compromissos em matéria de Clima e, que, portanto, iniciem a retirada do Tratado da Carta da Energia (TCE), o mais tardar até à realização da COP26.

Os países europeus pretendem estar na vanguarda da luta contra as alterações climáticas, tendo a UE assumido importantes compromissos climáticos e sendo o Reino Unido o país anfitrião da COP26. Apesar disso, estes países são parte de um tratado que protege os investimentos em combustíveis fósseis e permite que as empresas de energia processem os estados perante tribunais privados, por tomarem medidas climáticas imprescindíveis. Existe um forte consenso científico de que a continuação da exploração de combustíveis fósseis é incompatível com a manutenção das condições de vida na Terra em apenas algumas décadas.

O TCE – ratificado em 1994, num contexto muito diferente daquele em que vivemos hoje – protege milhares de milhões de euros em investimentos no petróleo, carvão e gás. Só na Europa, a infraestrutura fóssil protegida pelo Tratado ascende a 344,6 mil milhões de euros, ou seja, mais do dobro do orçamento anual da UE. Proporcionar protecção às fontes de energia que têm de ser progressivamente eliminadas é simplesmente incompatível com a ambição climática do Pacto Ecológico Europeu e do Acordo de Paris para limitar o aquecimento global a 1,5°C.

O actual “processo de modernização” do Tratado da Carta da Energia – iniciado em 2009 – está destinado ao fracasso. Para que o TCE não continue a ameaçar o limite de 1,5°C ou mesmo de 2°C, é necessário que nele sejam introduzidas mudanças significativas. Mas é pouco provável que essas mudanças sejam alcançadas, uma vez que isso requer unanimidade de todos os membros do TCE. Na melhor das hipóteses, o processo conduzirá à protecção dos combustíveis fósseis por mais 10 a 20 anos. Na pior das hipóteses, as negociações irão arrastar-se por muitos anos ainda e acabar por fracassar, deixando o clima do planeta à mercê dos gigantes da indústria fóssil. Não podemos permitir que isso aconteça, é indispensável que todas as políticas e investimentos públicos sejam coerentes e claramente orientados para uma transição energética justa.

O TCE dissuade os governos de tomarem decisões ambiciosas: qualquer tentativa de mudar políticas ou subsídios públicos no sector da energia pode dar lugar a indemnizações milionárias ou até multimilionárias que são pagas com o dinheiro dos contribuintes. No início deste ano, a empresa alemã RWE processou o governo holandês por ter adoptado uma lei que prevê a eliminação gradual das centrais eléctricas a carvão até 2030, exigindo uma indemnização de 1,4 mil milhões de euros. O mesmo aconteceu noutros países europeus: a Itália foi processada quando recusou uma nova licença de exploração de petróleo ao largo da costa, o mesmo aconteceu à Eslovênia quando requereu um estudo de impacto ambiental a uma empresa de fracturação hidráulica e à Hungria, ao reduzir os preços da electricidade para combater a pobreza energética.

Os governos não podem ter as mãos atadas perante a emergência climática. Eles têm de estar livres para adoptar medidas para se libertarem das garras da indústria fóssil e para transformar

rapidamente a economia e se adaptar aos impactos da crise climática. Isso não é possível com a camisa de forças do TCE.

No próximo mês de Novembro, os governos vão reunir-se em Glasgow para adoptar novas medidas climáticas mais ambiciosas. O TCE não é compatível com esse objectivo. Desde o início deste ano, mais de 1 milhão de cidadãos subscreveu uma petição pedindo à UE que se retire do TCE. Hoje, mais de 400 organizações ambientais, climáticas, de desenvolvimento, de consumidores, sindicatos, de jovens e activistas, pedem a todos os governos europeus e à UE que saiam do TCE até a COP26 e parem a sua expansão para os países do Sul.

Abandonad el Tratado de la Carta de la Energía en la COP26

El Tratado de la Carta de la Energía (TCE) es un obstáculo para alcanzar la transición energética que debe ser eliminado. Las organizaciones de la sociedad civil que firmamos esta carta hacemos un llamamiento a las y los líderes políticos de todos los países europeos para que prioricen las políticas climáticas, para que sean firmes con sus compromisos climáticos y, por tanto, para que inicien la salida del TCE, a más tardar, durante la celebración de la COP-26.

Los países europeos aspiran a estar a la vanguardia de la lucha climática, la Unión Europea (UE) ha adoptado compromisos climáticos ambiciosos y el Reino Unido es el país anfitrión de la COP-26. Sin embargo, forman parte de un tratado que protege las inversiones en combustibles fósiles y que permite a las compañías energéticas demandar a los Estados ante tribunales privados por medidas climáticas imprescindibles. Un fuerte consenso de la comunidad científica nos dice que continuar con la explotación de los combustibles fósiles es incompatible con unas buenas condiciones de vida en la Tierra en tan sólo unas décadas.

El TCE -ratificado en 1994, en un contexto muy diferente al actual- está blindando inversiones en petróleo, carbón y gas por valor de miles de millones de euros. Solo en Europa, la infraestructura fósil protegida por este tratado asciende a 344.600 millones de euros, más del doble del presupuesto anual de la UE. La protección de fuentes de energía que deben eliminarse de forma progresiva es incompatible con la ambición climática del Pacto Verde Europeo y del Acuerdo de París para limitar el calentamiento global a 1,5°C.

El actual “proceso de modernización” del TCE -iniciado en 2009- está destinado al fracaso. Para asegurar que el Tratado no amenace el umbral de 1,5°C o incluso el de 2°C, es necesario introducir cambios significativos. Pero es poco probable que se alcancen estos cambios ya que se requiere la unanimidad de todos los países miembro del TCE. En el mejor de los casos, este proceso conducirá a otros 10-20 años de protección de combustibles fósiles. En el peor, las negociaciones se prolongarán durante muchos años más para después fracasar, dejando el clima del planeta a merced de la industria fósil. No podemos permitir que esto ocurra, necesitamos que todas las políticas e inversiones públicas sean coherentes y estén claramente orientadas hacia una transición energética justa.

El TCE disuade a los Gobiernos de tomar decisiones valientes: cualquier intento de cambiar las políticas o las subvenciones públicas en el sector energético puede dar lugar a demandas millonarias o incluso multimillonarias que se pagan con el dinero de las arcas públicas. A principios de año, la empresa alemana RWE demandó al gobierno holandés por adoptar una ley para eliminar las centrales eléctricas de carbón en 2030 y reclamó una indemnización de 1.400 millones de euros. Lo mismo ocurrió en otros países europeos: Italia fue demandada cuando rechazó un nuevo permiso de exploración petrolífera en alta mar, igual que Eslovenia cuando solicitó un estudio de impacto ambiental a una empresa de fracking. Hungría también fue demandada al reducir los precios de la electricidad para luchar contra la pobreza energética.

Los Gobiernos no pueden tener las manos atadas ante la emergencia climática. Tienen que ser libres para deshacerse de las garras de la industria fósil y para adoptar medidas encaminadas a

transformar la economía y a adaptarse a los impactos de la crisis climática. Pero todo esto no es posible con el TCE, es un callejón sin salida.

El próximo mes de noviembre, los Gobiernos se reunirán en Glasgow para adoptar nuevas medidas climáticas más ambiciosas. El TCE no es compatible con este objetivo. Más de un millón de ciudadanos y ciudadanas de toda Europa han apoyado en lo que va de año una petición para pedir a la UE la salida del TCE.

Hoy, más de 400 organizaciones medioambientales, climáticas, de desarrollo, consumidoras/os, sindicatos, organizaciones jóvenes y activistas, pedimos a todos los gobiernos europeos y la UE que abandonen el TCE durante la COP-26 y que detengan su expansión en los países del Sur Global.

.....

Signatories to the CSO Statement against the Energy Charter Treaty

	Organisation	Country
1.	Attac	Austria
2.	IG Windkraft - Austrian Wind Energy Association	Austria
3.	Welthaus der Kath. Aktion Wien	Austria
4.	Naturefriends International	Austria
5.	FFF Österreich	Austria
6.	Erneuerbare Energie Österreich	Austria
7.	Younion	Austria
8.	#aufstehn	Austria
9.	Katholische ArbeitnehmerInnen Bewegung Österreich	Austria
10.	International Young Naturefriends	Austria
11.	Naturefriends International	Austria
12.	Parents For Future Austria	Austria
13.	Les Amis de la Terre-Belgique	Belgium
14.	vzw Climaxi	Belgium
15.	entraide et fraternité	Belgium
16.	Green Finance Observatory ASBL	Belgium
17.	AEFJN	Belgium
18.	Attac Vlaanderen	Belgium
19.	European Environmental Bureau	Belgium
20.	European Federation of Public Service Unions (EPSU)	Belgium
21.	Fern	Belgium
22.	Rise for Climate Belgium	Belgium
23.	11.11.11.	Belgium
24.	Center for Environment	Bosnia & Herzegovina
25.	DUKINGIRE ISI YACU	Burundi
26.	Réseau québécois sur l'intégration continentale	Canada
27.	chile sustentable	Chile
28.	CORAP	Congo-Kinshasa
29.	International Union for Land Value Taxation and Free Trade	Costa Rica
30.	Réseau des Organisations de la Société Civile pour le Développement du Tonkpi (ROSCIDET)	Côte d'Ivoire
31.	Re-set: platform for socio-ecological transformation	Czech Republic
32.	EUROSOLAR.CZ	Czech republic
33.	Calla	Czech republic
34.	Děti Země	Czech republic
35.	Society for Sustainable Living	Czech Republic
36.	Zygón	Czech Republic
37.	Otevřená data o klimatu, z. ú.	Czech Republic
38.	Pratele přírody, z. s. / Friends of Nature Czechia	Czech Republic
39.	NOAH Friends of the Earth	Denmark

40.	VedvarendeEnergi	Denmark
41.	Baltic Pipe Nejtak!	Denmark
42.	Accion Ecologica	Ecuador
43.	Centro de Documentación en Derechos Humanos "Segundo Montes Mozo S.J." (CSMM)	Ecuador
44.	Dialogus el Salvador	El Salvador
45.	Friends of the Earth England, Wales and Northern Ireland	England, Wales and Northern Ireland
46.	Estonian Green Movement	Estonia
47.	Friends of the Earth Europe	Europe
48.	Corporate Europe Observatory (CEO)	Europe
49.	WWF European Policy Office	Europe
50.	Food & Water Action Europe	Europe
51.	Seattle to Brussels Network	Europe
52.	WeMove Europe	Europe
53.	European Attac Network (EAN)	Europe
54.	Climate Action Network (CAN) Europe	Europe
55.	European Coalition for Corporate Justice	Europe
56.	Europe Beyond Coal	Europe
57.	Hiilivapaa Suomi	Finland
58.	Suomen luonnonsuojeluliitto (The Finnish Association for Nature Conservation)	Finland
59.	TTIP Network Finland	Finland
60.	Degrowth Finland / Kohtuusliike	Finland
61.	Fingo - Finnish development NGOs	Finland
62.	Changemaker	Finland
63.	Fridays For Future Finland	Finland
64.	Maan ystävät ry	Finland
65.	Pand - Taiteilijat rauhan puolesta ry	Finland
66.	Siemenpuu Foundation	Finland
67.	CRASH - Coalition for Research and Action for Social Justice and Human Dignity	Finland
68.	Institut Veblen	France
69.	Générations Futures	France
70.	Comité Pauvreté et Politique	France
71.	Réseau Foi & Justice Afrique Europe antenne France	France
72.	France Nature Environnement	France
73.	alofa tuvalu	France
74.	Résilience France	France
75.	Sherpa	France
76.	Ligue des droits de l'Homme (LDH)	France
77.	Sciences citoyennes	France
78.	CADTM France	France
79.	Action Aid France	France
80.	Alternatiba / ANV-COP21	France

81.	CCFD-Terre Solidaire	France
82.	Réseau Action Climat	France
83.	Collectif Stop CETA-Mercosur	France
84.	Aitec	France
85.	Attac France	France
86.	Amis de la Terre France	France
87.	Reclaim Finance	France
88.	Les Amis du Monde Diplomatique	France
89.	Centre de Réflexion Jeandaix	France
90.	Notre Affaire à Tous	France
91.	Youth For Climate France	France
92.	Emmaüs international	France
93.	BLOOM	France
94.	GERES	France
95.	Enercoop	France
96.	Foi et Justice	France
97.	Rénov Eco	France
98.	Reseau-Roosevelt	France
99.	CLER Réseau pour la transition énergétique	France
100.	Réseau "Sortir du nucléaire"	France
101.	Confédération paysanne	France
102.	Reseau Roosevelt-IDF	France
103.	Fondation Nicolas Hulot	France
104.	The Greens Movement of Georgia/Friends of the Earth-Georgia	Georgia
105.	BI FRACKINGFREIES HESSEN	Germany
106.	Solarverein Goldene Meile e. V.	Germany
107.	VERENA e.V.	Germany
108.	Christians For Future Germany	Germany
109.	Christians For Future Berlin-Brandenburg	Germany
110.	BürgerBegehren Klimaschutz	Germany
111.	PowerShift	Germany
112.	Andy Gheorghiu Consulting	Germany
113.	Labor für Kunst und nachhaltige Bildung	Germany
114.	Alle Dörfer Bleiben	Germany
115.	Wuppertaler Aktionsbündnis gegen TTIP und andere Freihandelsfallen	Germany
116.	KlimaWerkStadt Bremen	Germany
117.	solar2030.de	Germany
118.	Ecosia	Germany
119.	Aktionskreis Energiewende Glonn 2020	Germany
120.	B.A.U.M. e.V - Netzwerk für Nachhaltiges Wirtschaften	Germany
121.	Pelzl Beratung & Umsetzung	Germany
122.	NaturFreunde Deutschlands	Germany

123.	Forum Umwelt und Entwicklung	Germany
124.	Stop-TTIP Kreis Miltenberg	Germany
125.	Zukunftsrat Hamburg	Germany
126.	Christliche Initiative Romero e.V. (CIR)	Germany
127.	Extinction Rebellion Magdeburg	Germany
128.	Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft	Germany
129.	Urgewald e.V.	Germany
130.	Friends of the Earth Germany (BUND)	Germany
131.	KligK (Klimagerechtigkeit Kassel)	Germany
132.	Forum Fairer Handel	Germany
133.	Kölner Bündnis für gerechten Welthandel	Germany
134.	Attac Germany	Germany
135.	ROBIN WOOD e.V.	Germany
136.	Netzwerk Gerechter Welthandel	Germany
137.	FDCL - Center for Research and Documentation Chile-Latin America	Germany
138.	Berliner Wassertisch	Germany
139.	Umweltinstitut München e.V.	Germany
140.	Youth for Sustainable Development Germany e.V.	Germany
141.	Scientists und Parents for Future (S/P4F)	Germany
142.	Bündnis Bürgerenergie e.V.	Germany
143.	350.org Deutschland	Germany
144.	Climate Changemakers	Germany
145.	Heinrich Böll Stiftung	Germany
146.	Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft	Germany
147.	Fossil Free Lüneburg	Germany
148.	Bund für Umwelt und Naturschutz (BUND) Sachsen e.V.	Germany
149.	Institute for Agriculture and Trade Policy Europe	Germany
150.	Roßdörfer Energie-Gemeinschaft e.V. (REG.eV)	Germany
151.	Campact e.V.	Germany
152.	Klima-Allianz Witten	Germany
153.	FIAN Deutschland	Germany
154.	BI gegen CO2-Endlager e.V.	Germany
155.	Attac Berlin	Germany
156.	Konzeptwerk Neue Ökonomie	Germany
157.	Deutscher Naturschutzring (DNR) e.V.	Germany
158.	IPPNW Germany	Germany
159.	Klima-Allianz	Germany
160.	Abibinsroma Foundation	Ghana
161.	Alliance for Empowering Rural Communities	Ghana
162.	Public Services International	Ghana
163.	Naturefriends Greece	Greece
164.	Magyar Természetvédők Szövetsége / Friends of the Earth Hungary	Hungary

165.	Global Forest Coalition (GFC)	International
166.	The Future We Need	International
167.	Greenpeace	International
168.	Friends of the Earth International	International
169.	ClientEarth	International
170.	Avaaz	International
171.	Internacional de Servicios Públicos - Interaméricas	International
172.	Cultivate / Sustainable Ireland Cooperative	Ireland
173.	Trócaire	Ireland
174.	Sonairte - the National Ecology Centre	Ireland
175.	FH Wetland Systems Ltd	Ireland
176.	Garden of Eden Projects Ireland	Ireland
177.	Eco-Quakers Ireland, Ireland Yearly Meeting, Religious Society of Friends (Quakers)	Ireland
178.	Feasta: the Foundation for the Economics of Sustainability	Ireland
179.	An Cláíomh Glas	Ireland
180.	Friends of the Earth Ireland	Ireland
181.	Social Justice Ireland	Ireland
182.	Dundrum Climate Vigil	Ireland
183.	Comhlámh Trade Justice	Ireland
184.	Federazione GIAN A.P.S.	Italy
185.	Stop TTIP Italia	Italy
186.	Fairwatch	Italy
187.	Jamaa Resource Initiatives	Kenya
188.	Econews Africa	Kenya
189.	Centre for Human Rights and Civic Education (CHRCE)	Kenya
190.	Muslims for Human Rights (MUHURI)	Kenya
191.	ActionAid International in Kenya	Kenya
192.	Save Lamu	Kenya
193.	Jamaa Resource Initiatives	Kenya
194.	Jamaa Resource Initiatives	Kenya
195.	ASTM Action Solidarité Tiers Monde	Luxembourg
196.	Mouvement Ecologique	Luxembourg
197.	Arab Watch Coalition	Mena
198.	Instituto de Investigaciones Económicas Universidad Nacional Autónoma de México	Mexico
199.	Justiça Ambiental JA! - FoE Mozambique	Mozambique
200.	StoereVrouwen	Netherlands
201.	Handel Anders! coalitie	Netherlands
202.	StoereVrouwen	Netherlands
203.	Centre for Research on Multinational Corporations (SOMO)	Netherlands
204.	Defend Democracy	Netherlands
205.	Milieudefensie	Netherlands
206.	Both ENDS	Netherlands

207.	Handel Anders! coalitie	Netherlands
208.	Transnational Institute	Netherlands
209.	FNV	Netherlands
210.	Landelijk Netwerk Bossen- en Bomenbescherming	Netherlands
211.	Leefmilieu	Netherlands
212.	BankTrack	Netherlands
213.	Landelijk Netwerk Bossen- en Bomenbescherming	Netherlands
214.	ASEED Europe	Netherlands
215.	DeGoedeZaak	Netherlands
216.	Both ENDS	Netherlands
217.	ASEED Europe	Netherlands
218.	COMPPART Foundation for Justice and Peacebuilding	Nigeria
219.	Peace Point Development Foundation (PPDF)	Nigeria
220.	Foundation for the Conservation of the Earth	Nigeria
221.	Nigeria Labour Congress	Nigeria
222.	Civil Society Legislative Advocacy Center	Nigeria
223.	National Association of Academic Technologists (NAAT)	Nigeria
224.	Lekeh Development Foundation	Nigeria
225.	Peace Point Development Foundation - PPDF	Nigeria
226.	Global Rights	Nigeria
227.	Attac Norway	Norway
228.	Palestinian BDS National Committee (BNC)	Palestine
229.	Center for Energy, Ecology and Development	Philippines
230.	Trade Justice Pilipinas	Philippines
231.	Instytut Globalnej Odpowiedzialności	Poland
232.	ZERO - Association for the Sustainability of the Earth System	Portugal
233.	Céus Azuis	Portugal
234.	TROCA- Plataforma por um Comércio Internacional Justo	Portugal
235.	Climáximo	Portugal
236.	Academia Cidadã	Portugal
237.	GEOTA	Portugal
238.	CIDAC	Portugal
239.	CNA - Confederação Nacional da Agricultura	Portugal
240.	Guardiões da Serra da Estrela	Portugal
241.	GAIA - Grupo de Accao e Intervencao Ambiental	Portugal
242.	Associação Vamos Salvar Jamor	Portugal
243.	CONSEIL REGIONAL DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE DEVELOPPEMENT DU KASAI ORIENTAL	RDC
244.	ACTION PAYSANNE CONTRE LA FAIM	RDC
245.	Focus on the Global South	Regional
246.	umanotera	Slovenia
247.	Društvo Gibanje TRS	Slovenia

248.	Focus Association for Sustainable Development	Slovenia
249.	WoMin African Alliance	South Africa
250.	Alternative Information and Development Centre	South Africa
251.	Red de ONGD de Madrid	Spain
252.	A.N.A	Spain
253.	Asociación de Vecinos Goya Dalí	Spain
254.	SEO/BirdLife	Spain
255.	Africaye	Spain
256.	WWF España	Spain
257.	Ecologistas en Acción-Adepa	Spain
258.	Amigos de la Tierra España	Spain
259.	Xarxa per la sobirania energètica (Xse)	Spain
260.	Asociación Mesa de la Ría de Huelva	Spain
261.	Red Anagos - REAS	Spain
262.	REAS BALEARS	Spain
263.	Fundación de los Comunes	Spain
264.	Acció Ecologista-Agró	Spain
265.	REAS RIOJA	Spain
266.	REAS Red de Redes de Economía Alternativa y Solidaria	Spain
267.	Conceyu Abiertu pola Transición Xusta	Spain
268.	ESK Sindikatua	Spain
269.	Col·lectiu Ecologia i Pau	Spain
270.	Comisión Legal Sol	Spain
271.	Plataforma Antitérmica La Pereda	Spain
272.	ECOOO Revolución Solar	Spain
273.	Universidad Popular de Permacultura	Spain
274.	Soldepaz Pachakuti	Spain
275.	Asturias por el Clima	Spain
276.	Alianza por la Pobreza Energética	Spain
277.	Rebelión por el Clima	Spain
278.	Extinction Rebellion Málaga	Spain
279.	Extinction Rebellion España	Spain
280.	Guelaya Ecologistas en Acción Melilla	Spain
281.	ASiA-Associació Salut i Agroecología	Spain
282.	Asociación Brasileña Maloka	Spain
283.	Entrepueblos	Spain
284.	Colectivo VientoSur	Spain
285.	Asociación para la recuperación de la vegetación autóctona de Paracuellos (PARVA)	Spain
286.	ARBA (Asociación por la Recuperación del Bosque Autóctono)	Spain
287.	Energética Coop	Spain
288.	ARBA Riaza	Spain
289.	Revo Prosperidad Sostenible	Spain

290.	Biziz Bizi	Spain
291.	La Villana de Vallecas	Spain
292.	Fridays For Future Sevilla	Spain
293.	Federación vecinos Castelldefels	Spain
294.	Papawanda	Spain
295.	Red de Mujeres por una Transición Energética Ecofeminista	Spain
296.	Xarxa per la Justícia Climàtica	Spain
297.	Movimiento Ibérico Antinuclear	Spain
298.	Red Ecofeminista	Spain
299.	Confederación Intersindical	Spain
300.	Solidaridad Internacional Andalucía	Spain
301.	Asociación Ecoloxista Verdegaia	Spain
302.	Federación Aragon de Ecologistas en Acción	Spain
303.	Plataforma Di No a las Torres Granada	Spain
304.	Ecologistas en Acción de Valencia	Spain
305.	Observatori del Deute en Globalització (ODG)	Spain
306.	Climacció	Spain
307.	Plural-Anitzak Elkartea	Spain
308.	Federación Regional de Asociaciones Vecinales de Madrid (FRAVM)	Spain
309.	ParticipAcción por los Altiplanos Granadinos	Spain
310.	Perifèries del món	Spain
311.	PAH Barcelona	Spain
312.	Plataforma Ciudadana Zaragoza sin Fractura	Spain
313.	Asociación de Cultura Popular Alborada -Gallur	Spain
314.	Trawunche Madrid (Coordinación de Apoyo al Pueblo Mapuche)	Spain
315.	CGT Andalucía, Ceuta y Melilla	Spain
316.	Intersindical Región Murciana	Spain
317.	Enginyeria sense Fronteres	Spain
318.	Madres por el Clima Asturias	Spain
319.	FSC-CCOO - Federación Servicios a la Ciudadanía. Comisiones Obreras	Spain
320.	Sindicato ELA	Spain
321.	ATTAC España	Spain
322.	Intersindical Valenciana	Spain
323.	A Chordiga	Spain
324.	Lafede.cat - Organitzacions per a la Justícia Global	Spain
325.	Yayoflautas Madrid	Spain
326.	Campanya Catalunya No als Tractats de Comerç i Inversió	Spain
327.	Plataforma por la Salud y Sanidad Pública de Asturias	Spain
328.	Observatorio de Multinationales en América Latina (OMAL) - Paz con Dignidad	Spain
329.	UGT	Spain
330.	Novact	Spain

331.	Asociación Democracia y Salud	Spain
332.	Coordinadora Ecoloxista d'Asturies	Spain
333.	Plataforma Antitérmica La Pereda	Spain
334.	Setem	Spain
335.	Ecologistas en Acción de Sanlúcar	Spain
336.	Asociación Los Pies en la Tierra	Spain
337.	Plataforma Unitaria contra la Autopista Eléctrica	Spain
338.	Remanet	Spain
339.	Ruralitzem	Spain
340.	Vall de Can Masdeu	Spain
341.	CGT (Confederación General del Trabajo)	Spain
342.	Asociación Permacultura ATTA	Spain
343.	Steilas Sindikatua	Spain
344.	GOB Mallorca	Spain
345.	Amigos de la Tierra Comunidad de Madrid	Spain
346.	Plataforma por un Nuevo Modelo Energético	Spain
347.	Ongd AFRICANDO	Spain
348.	Ecologistas en Acción	Spain
349.	Observatori DESC	Spain
350.	Campaña No a los Tratados de Comercio e Inversión	Spain
351.	Hyvinvointivaltion vaalijat ry	Suomi
352.	Olof Palme International Center	Sweden
353.	PUSH Sweden	Sweden
354.	Skiftet	Sweden
355.	Fossil Free Sweden	Sweden
356.	Jordens Vänner / Friends of the Earth Sweden	Sweden
357.	Swedish Society for Nature Conservation	Sweden
358.	Afrikagrupperna	Sweden
359.	Protect the Forest	Sweden
360.	Fältbiologerna (Nature and Youth Sweden)	Sweden
361.	Pro Natura / Friends of the Earth Switzerland	Switzerland
362.	Alternative refugee center	Switzerland
363.	Campax	Switzerland
364.	Climate Alliance Switzerland	Switzerland
365.	Klima-Allianz Schweiz	Switzerland
366.	Alliance climatique Suisse	Switzerland
367.	Verein Klimaschutz Schweiz	Switzerland
368.	SP Schweiz (Sozialdemokratische Partei Schweiz)	Switzerland
369.	Fastenopfer	Switzerland
370.	Coordination Climat Justice Sociale	Switzerland
371.	Les Amis de la Terre Togo	Togo
372.	Green thoughts ngo (yesil düşünce derneği)	Turkey
373.	Genç Yeşiller (Young Greens of Turkey)	Turkey

374.	Yeşil Düşünce Derneği (Green Thought Association)	Turkey
375.	Energy Commission of Chamber Of Mechanical Engineers	Turkey
376.	SEATNI UGANDA	Uganda
377.	Environment Governance Institute	Uganda
378.	Greenwatch	Uganda
379.	Uganda land owners association	Uganda
380.	Global Justice Now	UK
381.	Corporate Justice Coalition	UK
382.	One World Week	UK
383.	Trade Justice Movement	UK
384.	Greater Goods Ltd	UK
385.	Luna Tree	UK
386.	Campaign against Climate Change	UK
387.	EMBER	UK
388.	Frack Off London	UK
389.	London Mining Network	UK
390.	Global Witness	UK
391.	War on Want	UK
392.	BP or not BP?	UK
393.	FoE Scotland	UK
394.	Fossil Free London	UK
395.	Fresh Eyes	UK
396.	Biofuelwatch	UK/USA
397.	Extinction Rebellion	United Kingdom
398.	Banana Link	United Kingdom/France
399.	Friends of the Earth US	United States
400.	Institute for Policy Studies, Global Economy Project	United States
401.	Center for International Environmental Law (CIEL)	US / Global